

CAMEROUN : FICHE PAYS MAI 2025



Catégorie OCDE (2024) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B-/Caa1/ B

Change : Franc CFA d'Afrique centrale (XAF) / Régime de change fixe ancré à l'euro

Horizon de réduction des GES : -35% horizon 2030

FORCES

- 1^{ère} économie de la CEMAC
- Ressources agricoles, pétrolières/ gazières et minières (minerais de fer, bauxite, nickel)
- Déficit public modéré

FAIBLESSES

- Dépendance au pétrole alors que la production baisse
- Risque de surendettement élevé (service de la dette)
- Environnement des affaires peu favorable
- Situation sécuritaire dégradée dans les régions anglophones

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : en 2025, la croissance serait équivalente à celle observée en 2024 (+3,6%) ; elle pourrait accélérer à 4% en 2026, tirée par la réalisation des projets d'infrastructure. La baisse de la production de pétrole devrait limiter la contribution du secteur pétrolier. La production de gaz est en revanche bien orientée. Des incertitudes entourent ces prévisions, tant internationales (évolution de la demande, des cours des matières premières et des conditions de financement) que nationales (tensions sociales et politiques à l'approche des élections de fin 2025, situation sécuritaire dans les régions anglophones et au Nord du pays).
- Vulnérabilité des comptes publics : le gouvernement compte sur une progression des recettes et une réduction de certaines dépenses (notamment les subventions sur le carburant) pour limiter son déficit qui pourrait néanmoins se creuser légèrement (à -0,8% du PIB) en 2025 avec la perspective des élections de fin 2025. Le solde pourrait se dégrader davantage en 2026 avec la poursuite des investissements mais resterait modéré (-1,2 % du PIB). Le ratio d'endettement pourrait se réduire à moins de 39% du PIB en 2026 mais le niveau élevé de la charge d'intérêts reste une source de vulnérabilités, maintenant le Cameroun dans la catégorie des pays à risque élevé de surendettement.
- Vulnérabilité extérieure : les effets positifs du niveau élevé des cours du cacao sur les recettes d'exportations devraient être en partie contrebalancés par la baisse de la production et la modération des cours du pétrole. Les importants besoins d'importations (biens alimentaires, énergie, équipements) devraient limiter l'amélioration du déficit courant qui pourrait s'établir proche de -3% -4% du PIB en 2025-26, ce qui reste un niveau modéré. Le ratio de dette extérieure pourrait se stabiliser autour de 30% du PIB. Malgré des efforts pour améliorer le profil de remboursement, le risque de surendettement reste élevé en raison du poids du service de la dette.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : la capitalisation du secteur bancaire est satisfaisante. Les créances douteuses sont relativement élevées mais se stabilisent autour de 13% du total. L'exposition des banques au risque souverain est source de vulnérabilités et le recours de l'Etat aux financements bancaires tend à évincer le secteur privé.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : P. Biya, âgé de 91 ans, dirige le pays depuis 1982. Sa candidature à l'élection d'octobre 2025 n'est pas exclue. En tout état de cause, sont parti ((RDPC) devrait continuer à dominer le paysage politique, faute d'opposition. Les tensions politiques et sociales risquent cependant de s'accroître à l'approche du scrutin. La situation sécuritaire demeure en outre dégradée, dans les régions anglophones de l'Ouest du pays et la menace terroriste de Boko Haram persiste au Nord.
- Climat des affaires : la situation en termes de gouvernance ne montre pas d'amélioration notable. Les risques politiques et sécuritaires constituent un frein aux investissements étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : le Cameroun, faible émetteur de CO2 (136^e / 160 pour les émissions par hab.) grâce au poids de la production d'énergie renouvelable (hydroélectricité), est très vulnérable aux changements climatiques, comme en témoignent les inondations qui ont frappé le pays en 2024. Le pays bénéficie en 2024 d'un appui financier du FMI pour l'aider à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)			
	Exportations	Importations	
Chine	19,1%	Chine	17,0%
Pays-Bas	14,2%	France	8,8%
Italie	9,8%	Inde	5,0%
Inde	8,9%	Belgique	4,5%
France (6 ^{ème})	5,4%	Thaïlande	4,0%

Source: International Trade Center

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)			
	Exportations	Importations	
Pétrole, pdts pétroliers	52,3%	Pétrole	11,6%
Cacao	17,6%	Machines, app. méca.	8,8%
Bois	11,9%	Céréales	8,3%
Coton	3,0%	Machines, eqpts élect.	6,9%
Fruits	2,7%	Véhicules automobiles	6,0%

Source: International Trade Center

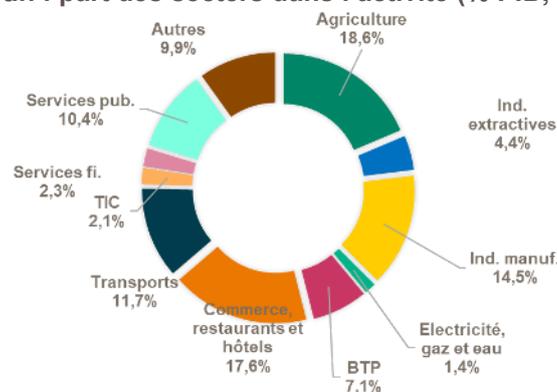


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CAMEROUN		2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		45,0	44,4	49,3	52,8	56,0	60,2
	<i>Rang PIB mondial</i>	92	94	92	91	89	89
Population (Mns)		27,2	27,9	28,6	29,3	30,0	30,8
	<i>Rang Population mondiale</i>	54	53	53	52	52	52
PIB / habitant (USD)		1 654	1 592	1 723	1 801	1 865	1 958
Croissance PIB (%)		3,0	3,7	3,2	3,6	3,6	4,0
Inflation (moyenne annuelle, %)		2,3	6,3	7,4	4,5	3,4	3,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		6,2	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)		47,2	45,6	43,2	42,7	39,9	38,6
Solde public (% PIB)		-3,0	-1,1	-0,6	-0,6	-0,8	-1,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		7,1	5,0	6,7	6,3	6,9	7,8
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-4,0%	-3,4%	-4,1%	-3,3%	-2,8%	-3,9%
IDE (% du PIB)**		2,0%	2,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,7%
Réserves CEMAC (en mois d'importation B&S)		3,3	4,3	4,5	4,2	4,5	4,5
Dette extérieure totale (% PIB)		33%	32%	29%	30%	31%	30%
Dette extérieure CT (% PIB)*		1,4%	2,0%	1,7%	NA	NA	NA
Taux de change		579,2	615,0	593,6	631,4	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		14,2	15,0	15,3	NA	NA	NA
Taux de NPL		14,1	13,0	12,9	NA	NA	NA
ROE		12,7	17,2	19,2	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		191	188	187	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		134	136	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		118	133	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources : FMI (Rapport pays Mars 2025, REO - avril 2025);*Banque Mondiale;**Oxford Economics
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Cameroun : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2023)



Source: INSTAT Cameroun



1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie dépendante des ressources naturelles

Le Cameroun est l'économie la plus importante de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC¹) avec plus de 40% du PIB de la zone et un peu plus de la moitié de la population régionale.

La production agricole (cacao, café, bananes...) et sylvicole, pèse pour environ 20% du PIB.

Le Cameroun dispose de ressources en pétrole mais sa production (de l'ordre de 60 000 bl/j) est moins élevée que celle des autres pays pétroliers de la CEMAC² (Gabon, Tchad, Guinée Equatoriale, Congo) et ne cesse de baisser. Le manque d'investissements et le déclin naturel des champs pétroliers limitent fortement les perspectives de production.

La production de gaz (GNL) est à l'inverse en progression, grâce notamment au lancement en 2018 de l'unité flottante de Hilli Episeyo, 2^{ème} installation de ce type au monde après celle de Malaisie. La production a atteint 2,4 Mt/ an en 2024, soit le double de la capacité initialement annoncée. Le projet pétro-gazier d'Etinde, qui devrait entrer en production en 2029, pourrait stimuler le secteur des hydrocarbures.

Le pays dispose également d'importantes réserves de minerais de fer dont l'exploitation devrait augmenter avec la mise en œuvre de différents projets (Ngovayang, Mbalam Nabela...). En outre, le Cameroun a signé en juillet 2024 un accord d'extraction de bauxite, abrite des réserves de cobalt, nickel et a lancé des recherches pour le lithium.

La production manufacturière représente 15% du PIB, avec notamment la production de ciment, pour laquelle trois nouvelles unités devraient entrer en production en 2025 (Eboka, Edéa Dibamba). Dans le cadre de sa stratégie de développement à moyen terme (SND-30), les autorités souhaitent augmenter la production industrielle.

Les services pèsent pour plus de 50% du PIB, surtout le commerce et les transports.

Le pays compte sur le développement de grands projets d'infrastructure régionaux pour soutenir sa croissance à plus long terme. Les secteurs des transports (routiers et ferroviaires vers le Nigeria et le Tchad, portuaire avec le port en eau profond de Kribi) et de l'énergie sont notamment prioritaires.

- Une croissance tirée surtout par les secteurs hors hydrocarbures

La croissance a accéléré en 2024 et resterait relativement dynamique en 2025-26.

Le niveau élevé des cours du cacao devrait favoriser les revenus des travailleurs de ce secteur (l'agriculture,

dominée par le cacao, emploie 60% de la population active).

Les investissements privés devraient être favorisés par l'assouplissement de la politique monétaire. La Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC), qui gère la politique de la zone CEMAC, a en effet abaissé en mars 2025 son principal taux directeur à 4,5% (-50 pb) pour la première fois depuis 2023 en raison du ralentissement des prix dans la zone. L'assouplissement pourrait se poursuivre en 2025 et soutenir la croissance de la zone, sous réserve que l'inflation de la région (3,2% au 1^{er} trimestre 2025) atteigne la cible (3%). Il devrait toutefois être modeste pour limiter les risques de pressions sur le cours du F CFA.

En 2025-26, l'activité devrait être tirée par la montée en puissance de la production de gaz mais surtout par les secteurs hors hydrocarbures, en particulier l'agriculture (cacao, café) et la réalisation des projets d'infrastructure (notamment l'extension du port de Kribi) et miniers.

Dans ses perspectives d'avril 2025, le FMI prévoit une croissance de +3,6% en 2025 et de +4,0% en 2026, inférieure à la croissance moyenne annuelle observée sur la période 2011-19 (+4,4%). Ces prévisions sont en repli par rapport à celles d'octobre 2024 (-0,6 pp pour 2025 et - 0,3 pp pour 2026) en lien avec le contexte international et notamment la baisse des cours du pétrole.

Le Cameroun, peu exposé au marché américain, devrait être peu affecté directement par les mesures commerciales de l'administration Trump mais pourrait souffrir davantage d'effets indirects liés à l'évolution du contexte international (tassement de la demande mondiale, modération des cours du pétrole, réduction des aides financières internationales...). Mais ce sont surtout les risques de tensions sociales et politiques à l'approche des élections présidentielles de fin 2025 ainsi que la situation sécuritaire (régions anglophones), qui sont sources d'aléas sur les prévisions de croissance.

A plus long terme, les perspectives sont plutôt positives (+4,6% en moyenne sur la période 2026-29 selon le FMI) avec la montée en production de gaz et d'électricité (centrale hydro-électrique de Nachtigal)

- Situation fragile du secteur bancaire

La capitalisation du secteur bancaire est globalement satisfaisante avec un ratio fonds propres /actifs pondérés de 15,3% en 2024 (minimum requis par la BEAC : 10,5%). L'Etat a recapitalisé deux établissements privés³ et prépare la privatisation (cession de 51% du capital) de la Banque Commerciale du Cameroun.

Le taux de créances douteuses est relativement élevé mais stable, autour de 13%. Pour réduire ce ratio, le gouvernement a créé une Société de Recouvrement des Créances (SRC) et envisage, avec le soutien de la BEAC, la création d'un registre des crédits ainsi que d'un

¹ Communauté Economique et Monétaire d'Afrique centrale : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equ., Tchad

² environ 270 000 bl/j pour le Congo, 195 000 bl/j pour le Gabon et, 100 000 pour la Guinée Equatoriale et le Tchad.

³ Union Bank of Cameroon (UBC) et National Financial Credit (NFC Bank)



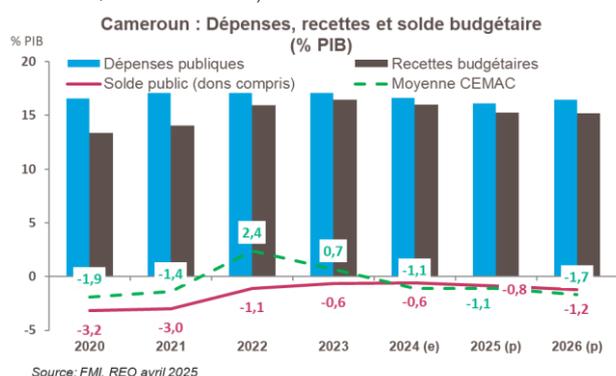
système de rating des entreprises et débiteurs privés. Afin de développer le crédit aux PME, un fonds de garantie devrait être mis en place en faveur de cette catégorie d'emprunteurs.

L'exposition des banques au risque souverain est source de vulnérabilité et fait peser un risque d'éviction du secteur privé de l'accès aux financements. Selon les données du FMI⁴, le stock de titres souverains dans les bilans des banques camerounaises atteignait 37% des actifs fin 2023 (23% en 2019).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Des efforts de gestion des finances publiques**

Le gouvernement est parvenu à sensiblement réduire le déficit budgétaire (-0,6 % estimé en 2024 contre -3,0 % en 2021).



La mobilisation des recettes hors pétrole s'est améliorée (13,2% du PIB attendus en 2024 contre 11,4% en 2020) mais les progrès sont lents (le FMI attendait 14,3%), en particulier s'agissant de la limitation des exemptions de TVA et du recouvrement d'arriérés fiscaux.

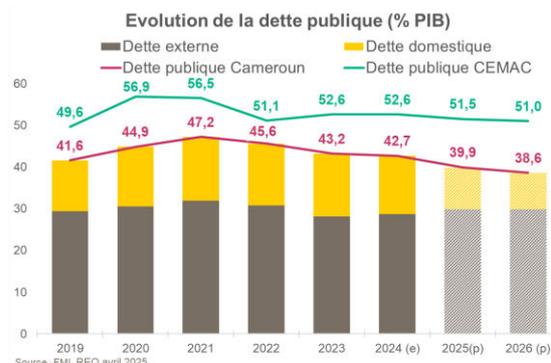
Les dépenses d'investissement resteront élevées et devraient progresser en 2026 pour la réalisation des divers projets d'infrastructure. En revanche, la baisse des subventions sur les carburants (moins de 1% du PIB contre près de 4% en 2022), initiée en 2024, devrait se poursuivre en 2025 (à 0,3% du PIB selon le FMI).

Les élections de fin 2025 font toutefois peser un risque de dérapage des dépenses. La situation financière des grandes entreprises publiques continue en outre à peser sur le budget. L'Etat a approuvé fin 2022 un plan de restructuration de la société de raffinage nationale SONARA qui tarde à être mis en œuvre et la société d'électricité ENEO fait face à des difficultés financières. Enfin, les dépenses de défense / sécurité devraient rester élevées.

Selon le FMI, **le solde budgétaire devrait légèrement se creuser en 2025 (-0,8% du PIB) et 2026 (-1,2%)**. Même en cas de dégradation plus marquée des finances publiques, la situation budgétaire du Cameroun devrait

rester meilleure que celle de la moyenne de la CEMAC (-1,1% en 2025) et de la moyenne d'Afrique subsaharienne (-4,2% du PIB).

- **Repli du ratio d'endettement mais service de la dette encore élevé**



Après le pic enregistré en 2021 (47,2% du PIB), **le ratio d'endettement du Cameroun** est en repli et pourrait continuer à baisser pour atteindre moins de 39% du PIB en 2026 selon le FMI.

La dette des entreprises publiques (SOE), incluse dans la dette publique, est composée essentiellement⁵ de celle de la compagnie de raffinage SONARA, et est estimée à fin septembre 2024 à environ 800 Md F CFA, soit près de l'ordre de 2,5% du PIB. **La dette publique est majoritairement externe** (de l'ordre de **68% du total en 2024**). La dette domestique est à près de 43% composée de titres de dette publique émis sur le marché domestique et régional (CEMAC). En septembre 2024, la maturité moyenne de la dette publique était de 7,6 ans⁶, en léger repli, inférieure à l'objectif de 11 ans fixé par le gouvernement.

Malgré le niveau d'endettement relativement peu élevé et orienté à la baisse, le Cameroun présente un risque élevé de surendettement selon la terminologie du FMI, en raison du **poids du service de sa dette**, alourdi par les échéances de dette court terme des entreprises publiques. Les échéances en principal et intérêts représenteraient 36,8% des revenus de l'Etat en 2024. Leur poids devrait baisser mais rester élevé (31,6% en 2025 et 31,2% en 2026).

Le montant des arriérés domestiques, qui constitue une vulnérabilité pour les finances publiques depuis plusieurs années, est en baisse, à 517 Md FCFA (0,8 Md\$, soit de l'ordre de 1,4 % du PIB) à fin septembre 2024 (contre 743 Md FCFA soit 1,2 Md \$) à fin 2023. Le gouvernement a mis en place des procédures de gestion des commandes publiques pour éviter toute nouvelle accumulation d'arriérés.

⁴ Article IV, février 2024

⁵ 83% de la dette externe et près de 68% de la dette domestique des SOE

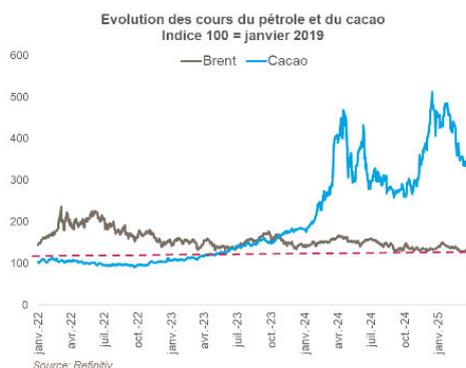
⁶ 8,9 ans pour la dette externe et 4,7 ans pour la dette domestique



3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance au secteur primaire**

Les exportations du Cameroun sont dominées par des produits peu ou pas transformés, ce qui rend le pays vulnérable aux évolutions des cours des matières premières. Les revenus d'exportation d'hydrocarbures sont contraints par la baisse de la production et la modération des cours du **pétrole** (environ la moitié du total des exportations), qui pourrait se poursuivre en 2025-26. **La hausse des exportations de GNL⁷**, en lien avec la montée en puissance du site de Kribi, sera insuffisante pour compenser la diminution de celles de pétrole.



Le cours du **cacao** (15% des exportations en moyenne sur 2019-2023) a fortement progressé en 2024-25 dans un contexte de baisse de l'offre des principaux producteurs (Côte d'Ivoire, Ghana) mais aussi en raison de la spéculation. En 2025-26, malgré l'amélioration de l'offre, les prix devaient rester relativement élevés. Le Cameroun exporte également des produits miniers, en particulier de minerai de fer, dont la demande est affectée par les difficultés du secteur immobilier chinois.

Le Cameroun, peu exposé au marché américain (de l'ordre de 3% du total des exportations en moyenne 2018-2022) et ne bénéficiant pas de l'accord AGOA⁸, **sera peu affecté directement par les mesures commerciales de l'administration Trump**. Le pays s'est vu imposer des droits de douane « réciproques » de 11% en avril 2025 sur ses ventes vers le marché américain, composées essentiellement de pétrole (exempté des mesures), bois, cacao et objets d'artisanat.

Les exportations pourraient progresser en 2025 mais modestement, dans un contexte international peu porteur, en particulier de faiblesse de la demande des principaux clients du pays (Chine, UE). **Les besoins d'importations devraient en revanche rester élevés** en énergie (le pays n'est pas autosuffisant en hydrocarbures), biens alimentaires, équipements et services pour la réalisation des projets d'infrastructure.

⁷ principalement vers les marchés asiatiques, Koweït et Turquie

⁸ Accord d'accès privilégié au marché américain (exemption de droits de douane et de quotas), qui risque de ne pas être renouvelé en septembre 2025

Le solde courant devrait ainsi rester déficitaire à -2,8% du PIB en 2025 selon le FMI et pourrait se creuser en 2026 (-3,9%) avec la baisse continue de la production de pétrole et la progression des importations.

Les flux d'investissement devraient rester limités, freinés par la situation sécuritaire du pays et un contexte international peu favorable. En 2023, le stock d'Investissements directs étrangers (IDE) français s'élevait à 1,8 Md€, soit environ le tiers des stocks d'IDE de la France en CEMAC.

- **Le risque de surendettement extérieur tend à se réduire mais reste élevé**

La dette extérieure est composée quasi exclusivement (près de 95%) **de dette publique**, constituée majoritairement (à 80% à fin 2024) de dette multilatérale et bilatérale. Le poids de la Chine tend à baisser : elle détenait 22% de la dette extérieure du pays en 2024 contre 26% en 2021.

L'Etat camerounais a émis un Eurobond en juillet 2021 (685 M€ à 5,95% sur 12 ans) puis en juillet 2024 (550 M\$ à 10,75% sur 7 ans). L'Etat envisagerait une nouvelle émission en 2025, si les conditions de marché le permettent. Le pays bénéficie d'accords avec le FMI⁹ au titre de programmes qui arrivent à échéance en juin 2025.

Le risque de surendettement extérieur reste élevé selon la terminologie du FMI, en raison du niveau du service de la dette. Le ratio du service de la dette publique extérieure / exportations, atteignait 17,2% en 2024, supérieur au seuil de 10% fixé par le FMI pour le Cameroun. Le ratio du même service ramené aux revenus de l'Etat s'établissait à 18,6%, également au-dessus du seuil du FMI (14%). Ces ratios devraient progressivement s'améliorer grâce à une gestion active de la dette en faveur des financements multilatéraux. **Les risques restent cependant élevés** dans un contexte d'incertitudes sur l'évolution des prix des matières premières et des conditions de financement externes. Par ailleurs, la situation politique, sociale et sécuritaire peut peser sur l'attractivité du pays et limiter les capacités du gouvernement à améliorer son solde budgétaire.

En mars 2024, **S&P** a relevé son rating à B-, soulignant les efforts de consolidation des finances publiques, notamment la baisse des subventions.

- **Tensions atténuées sur les réserves de la Banque des États de l'Afrique centrale**

Le Cameroun, qui contribue à hauteur de 60% des réserves de la zone est, comme l'ensemble des pays de la CEMAC, **régulièrement confronté à des difficultés d'accès aux devises**.

Diverses mesures de contrôle des sorties de capitaux ont été mises en place au sein de la zone depuis 2019 afin de limiter les tensions sur la disponibilité de devises.

⁹ 835 M\$ au titre de l'ECF et 182 M\$ du RSF



Toutefois, après avoir augmenté en 2023 (4,5 mois d'importations), les réserves de change de la CEMAC étaient à nouveau en baisse en 2024 (4,2 mois). Les chefs d'Etat des pays de la zone se sont réunis fin 2024 pour réaffirmer leurs engagements en faveur d'une amélioration des situations budgétaires et extérieures afin de garantir aux acteurs économiques l'accès aux liquidités en devises. Ils encouragent notamment le rapatriement des devises par les entreprises (notamment les compagnies minières). **Le niveau des réserves de la CEMAC pourrait progresser légèrement à 4,5 mois en 2025** selon le FMI, mais resterait inférieur au minimum de 5 mois recommandé par l'institution internationale pour la zone.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Des tensions internes persistantes qui pourraient être accentuées par l'élection présidentielle d'octobre 2025**

Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a été réélu pour un 7^{ème} mandat en octobre 2018. Son parti, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) a remporté 139 des 180 sièges¹⁰ aux élections législatives de février 2020. La candidature du Président, âgé de plus de 90 ans, aux prochaines élections (octobre 2025) n'a pas été annoncée mais semble probable.

Cette échéance électorale pourrait être source d'instabilité dans le pays, en particulier après les remaniements effectués au sein du RDPC en mars 2025. Le parti présidentiel devrait rester au pouvoir, même en cas de succession de P. Biya, en l'absence d'opposition. Des tensions au sein du RDPC sont toutefois possibles. Des élections législatives devraient se tenir en 2026.

Les tensions sociales sont vives dans le pays, le régime de P. Biya étant contesté et toute manifestation d'opposition réprimée. Des mouvements de protestation en sont pas exclus à l'approche du scrutin.

La situation sécuritaire reste très dégradée et instable dans les deux régions anglophones du nord-ouest et sud-ouest du pays depuis 2017, sur fond de revendications indépendantistes. En 2019, le Président a lancé un « grand dialogue national » qui a abouti à une proposition de statut spécial pour les régions anglophones. Les résultats sont à ce jour mitigés, la multiplication des milices compliquant les négociations.

Par ailleurs, les régions du nord sont en proie aux attaques de mouvements issus de Boko Haram, un groupe djihadiste basé au Nigeria, depuis 2013. La situation est également tendue aux frontières avec la Centrafrique à l'est du pays.

¹⁰ 13 sièges n'ont pas été attribués à la suite de l'annulation du scrutin dans les deux régions anglophones

L'instabilité reste limitée à ces régions, la forte présence de l'armée limitant les risques d'extension au reste du pays.

- **Gouvernance et climat des affaires**

Bien que **le Cameroun se situe dans la moyenne des pays de la zone CEMAC**, il reste en bas du classement en matière de gouvernance (187 sur 214 pays). Ses performances sont particulièrement faibles en termes de stabilité politique et de lutte contre la corruption. Le pays occupe la **140^{ème} place sur 180 du classement 2023 de Transparency International**.

Par ailleurs, les tensions politiques et sécuritaires ont des répercussions négatives sur le climat des affaires.

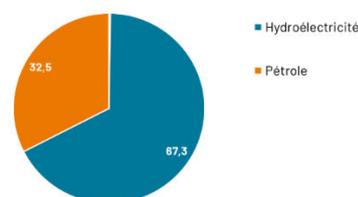
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Cameroun est exposé aux risques liés au changement climatique (133^e sur 181 pays selon l'indice de vulnérabilité ND Gain) : hausse des températures, sécheresse, vents violents, inondations et érosion côtière. En 2024, le pays a subi de fortes inondations qui ont causé d'importants dommages aux habitations, infrastructures et terres agricoles.

La déforestation s'est accélérée ces dernières années, conduisant les Autorités à s'engager dans la promotion d'une gestion durable des ressources. Le plan de développement à 30 ans (SND-30) fixe des objectifs en ce sens avec l'appui de la Banque Mondiale. **Le Cameroun est l'un des 105 pays signataires de la Déclaration de Glasgow¹¹** de la COP26 et de la déclaration sur l'usage des terres visant à mettre fin à la déforestation et à reboiser.

Le Cameroun est faible émetteur de CO2 (136^{ème} sur 160 pour les émissions par habitants). Environ 2/3 de sa production d'électricité provient d'installations hydroélectriques. La mise en service du barrage et de la centrale de Nachtigal en avril 2025 augmentera cette part. Plusieurs projets dans le domaine de l'énergie solaire doivent permettre d'améliorer l'accès à l'électricité notamment dans les zones rurales.

Cameroun : production d'électricité par sources, en % (2020=8,74 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022) ; Globaland European Electricity review (Ember, 2022)

Début 2024, le FMI a accordé au Cameroun un financement de plus de 183 M\$ au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) pour aider le pays à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique.

¹¹ La **Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme** vise à réduire au moins de moitié les émissions mondiales du tourisme sur 10 ans et à zéro avant 2050.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.